

Italie : Nouvelle avancée de la pieuvre européiste



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN, JAMAIS ÉLU PAR PERSONNE, VIENT DE CÉDER À VITTORIO GRILLI, JAMAIS ÉLU PAR PERSONNE NON PLUS, SON POSTE DE MINISTRE DES FINANCES.

**EST-CE UNE NOUVELLE AVANCÉE DE LA PIEUVRE EUROPÉISTE ?
OU BIEN UN DÉBUT DE DÉSENGAGEMENT DE MARIO MONTI DEVANT LE DÉSASTRE QUI COUVE ?**



En novembre dernier, l'oligarchie euro-atlantiste, et plus spécialement la Commission européenne et Goldman Sachs, avaient décidé de chasser Silvio Berlusconi comme un malpropre de son poste de chef du gouvernement italien.

RAPPEL : BERLUSCONI CHASSÉ POUR AVOIR TRAÎNÉ À METTRE EN ŒUVRE LES « RÉFORMES INDISPENSABLES »

Cette décision avait été prise, non pas à cause des innombrables scandales financiers et de mœurs qui entouraient celui que la presse italienne nommait "Il Cavaliere". Non, la décision de le virer avait été prise parce que Berlusconi traînait des pieds pour mettre en œuvre le programme de « réformes indispensables » que MM. Trichet (président de la BCE à l'époque) et Draghi (son successeur désigné) avaient concocté dans le secret de leurs bureaux, et qu'ils lui avaient fait savoir sans autre forme de procès par une lettre datée du 5 août 2011.

Cette lettre fixait très précisément ce que devait être l'action du gouvernement italien, en matière de destruction des acquis sociaux et de vente du patrimoine public italien aux banques et autres fonds d'investissements.

Le ton et le contenu de cette lettre étaient à peine croyables si l'on pense qu'elle avait été signée par deux technocrates sans aucune légitimité démocratique, ne s'étant jamais frotté au suffrage universel et de surcroît totalement inconnus des électeurs italiens. Le scandale fut tel que le contenu de cette lettre fuita dans la presse à la fin septembre, très certainement à l'instigation de Silvio Berlusconi lui-même, furieux d'être traité comme un domestique.

[source : <http://www.challenges.fr/economie/20110929.CHA4869/l-incroyable-diktat-de-trichet-a-berlusconi.html>]

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Cet appel implicite de Berlusconi au soutien de l'opinion témoignait d'une telle mauvaise grâce à se plier au racket de la mafia euro-atlantiste que cette dernière décida incontinent sa chute.

Dans les semaines qui suivirent, une véritable conspiration fut ainsi nouée pour chasser le controversé et flamboyant chef de gouvernement/homme d'affaires, et pour le remplacer par l'un des principaux membres de l'oligarchie euro-atlantiste, M. Mario Monti. Ancien Commissaire européen et ancien responsable de Goldman Sachs, ce dernier était inconnu du grand public et n'avait pas plus été élu que MM. Trichet et Draghi par qui que ce soit.

LE COUP D'ÉTAT DÉGUISÉ DE NOVEMBRE 2011

En quelques jours, et alors que des manœuvres identiques se déroulaient au même moment en Grèce pour chasser le Premier ministre Papandreou, Mario Monti fut « nommé sénateur à vie » par le président de la République italienne Giorgio Napolitano.

(Ce genre de nomination par "fait du Prince", sans élection et à vie, est l'une des dispositions, pour le moins étrange, prévues par la Constitution de la République italienne).

Dans la foulée de cette nomination, Mario Monti fut « pressenti » (aimable euphémisme pour dire : « imposé ») pour succéder à Silvio Berlusconi au poste de Président du Conseil des ministres et pour former un « gouvernement de techniciens ».

D'un seul coup d'un seul, tous les médias à la botte des européistes, et échappant à la mainmise de Silvio Berlusconi lui-même, ne jurèrent plus que par cet homme providentiel, que 99,9999 % des Italiens ne connaissaient ni d'Ève ni d'Adam.

Le coup d'État sous apparences légalistes fut mené rondement.

Le 12 novembre 2011, Berlusconi céda à l'hallali médiatique et aux "combinazioni" politiciennes ourdies au parlement italien : il présenta enfin sa démission. Dès le lendemain, le chef de l'État chargea Mario Monti de former un gouvernement. Ce que celui-ci eut la fabuleuse tartufferie de n'accepter qu'« avec réserve », et en prenant des airs de chochette.

L'ASCENSION DU TRISTE SIRE GRILLI

La situation de défiance des marchés à l'égard de l'Italie était telle, lorsqu'il entra au Palazzo Chiggi à la mi-novembre dernier, que Mario Monti décida de cumuler le poste de chef du gouvernement ("Président du Conseil") avec celui de ministre des finances.

Or, c'est ce dernier poste qu'il vient soudain de décider de lâcher, ce 11 juillet 2012 après déjà 8 mois de mandat, en nommant le vice-ministre des finances Vittorio Grilli à sa place.

L'ascension de ce dernier ne s'explique pas par de hauts faits d'armes électoraux puisqu'il ne s'est jamais présenté, lui non plus, devant les électeurs.

Elle ne s'explique pas non plus par un charisme à tomber à la renverse car M. Grilli est un homme qui ne respire pas vraiment la joie de vivre (je présente ici sa photo...).

En revanche, son ascension se comprend dès lors que l'on jette un regard à son éloquent pedigree.

Vittorio Grilli a successivement été :

- professeur d'économie à l'Université de Yale (États-Unis) pendant 4 années Universitaires (de 1986 à 1990),
- professeur d'économie au Birkbeck College de l'Université de Londres (Royaume-Uni) pendant 4 années universitaires (de 1990 à 1994),

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
- chef du département des Privatisations et de l'analyse financière au ministère italien des finances, de 1994 à 2000,

- directeur général de la banque d'investissement helvético-américaine "Crédit Suisse First Boston" de 2001 à 2002,
- comptable général de l'État italien de 2002 à 2005,
- directeur du Trésor de 2005 à 2011,
- avant d'être nommé vice-ministre des finances en novembre dernier par Mario Monti.

GRILLI, QUINTESSENCE DE L'APPARATCHIK EUROPÉISTE

Dans ses dernières fonctions de Directeur du Trésor, Vittorio Grilli a été le plus proche collaborateur du "regretté" Tomaso Padoa-Schioppa, ministre des finances italien (2006 - 2008), aujourd'hui décédé.

Les auditeurs attentifs de mes conférences se rappellent certainement que je cite Padoa-Schioppa dans plusieurs d'entre elles, car il est l'auteur immortel d'un article à sensation intitulé "Les enseignements de l'aventure européenne", paru dans la revue française "Commentaire" n° 87, paru à l'automne 1999.

Dans ce morceau d'anthologie de la pensée européiste, le patron défunt du nouveau ministre des finances italien avait en effet expliqué sans ambages ce qu'est la prétendue construction européenne :

« La construction européenne est une révolution, même si les révolutionnaires ne sont pas des conspirateurs blêmes et maigres, mais des employés, des fonctionnaires, des banquiers et des professeurs. L'Europe ne procède pas d'un mouvement démocratique. Elle s'est faite en suivant une méthode que l'on pourrait définir du terme de despotisme éclairé. »

Son successeur et émule Vittorio Grilli prouve que cette description est très juste mais n'est pas tout-à-fait exacte. Car si M. Grilli est un « despote éclairé » qui a en effet réussi ce prodige d'être tout à la fois « employé, fonctionnaire, banquier et professeur », il n'en est pas moins aussi « blême et maigre ».

Quant au côté « conspirateur », je ne sais pas très bien ce que signifie ce terme mais il me semble intéressant de noter que Vittorio Grilli est :

1°)- membre du conseil d'administration du FESF

C'est le fameux "fonds de secours de l'euro" auquel devrait succéder le MES.

M. Grilli est donc très lié à l'Allemand Klaus Regling, directeur dudit FESF, dont j'ai signalé dans un article précédent qu'il serait le président du futur MES, comme la décision en a été prise avant-hier.

2°)- ancien président du Comité économique et financier de l'UE (CEF)

Ce Comité, qu'il ne faut confondre ni avec le le Système européen des Banques centrales (SEBC), ni avec l'Eurosystème, ni avec le Conseil des ministres "ECOFIN", ni avec l'Eurogroupe, est un organisme consultatif institué par l'article 114 du traité de Rome (TCE), devenu l'article 134 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE).

Composé de représentants des États membres, de la Commission européenne et de la BCE, le CEF est censé suivre la situation économique et financière de l'Union européenne, les mouvements de capitaux et les paiements, fournir des avis aux institutions européennes, et faciliter la coordination entre les États membres et les institutions européennes.

Avec les brillants résultats que l'on voit !

En tout cas, il faut savoir que Vittorio Grilli a été président du CEF, au moment même où l'Allemagne y était

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
représenté par... Klaus Regling. Preuve que parmi les eurocrates, on prend décidément toujours les mêmes et on recommence.

3°)- membre du conseil d'administration du "think tank" Bruegel

M. Grilli appartient au "think tank" ultra-européiste Bruegel, créé en 2004, et dont le président, de 2005 à 2008, ne fut personne d'autre que.... Mario Monti. Qui en est d'ailleurs toujours le président d'honneur.

Les lecteurs et auditeurs qui suivent avec assiduité mes faits et gestes se rappelleront que ce "think tank" Bruegel est dirigé par l'économiste français Jean Pisani-Ferry, avec lequel j'avais eu un débat tronqué sur France 24 le 25 novembre 2011

[source : <https://www.youtube.com/watch?v=50zCYSPsO38>]

Comme je l'avais indiqué au cours de ce simulacre de "débat", où je fus constamment interrompu par la journaliste, le "think tank" Bruegel est financé, entre autres par Goldman Sachs. Le monde est décidément très petit.

D'ailleurs, le "think tank" ultra-européiste Bruegel, dont le président d'honneur est Mario Monti, dont le directeur est Jean Pisani-Ferry et dont Vittorio Grilli est l'un des membres du conseil d'administration, n'est pas seulement financé par Goldman Sachs.

Parmi les généreux donateurs de cette honorable institution qui ont tant à cœur de faire fonctionner l'Europe figurent :

- la société américaine de "conseil" Ernst & Young,
- la société américaine General Electric,
- la société américaine Goldman Sachs, que l'on ne présente plus...,
- la société américaine Google, dont les liens éventuels avec la CIA font l'objet de bien des rumeurs (cf. par exemple <http://www.infowars.com/group-calls-for-hearings-into-googles-ties-to-cia-and-nsa/>),
- la société américaine Microsoft, dont les liens avec la CIA et la NSA sont un secret de Polichinelle (cf. par exemple <http://infosecisland.com/blogview/21694-Microsoft-the-CIA-and-NSA-Collude-to-Take-Over-the-Internet.html>),
- la société américaine NYSE Euronext, groupe mondial d'entreprises de marchés financiers (c'est-à-dire de sociétés commerciales qui ont pour activité d'assurer la gestion d'un ou plusieurs marchés financiers). Le groupe est né en 2007 du rapprochement entre le groupe New York Stock Exchange et le groupe Euronext. NYSE Euronext est aujourd'hui le premier groupe mondial de places boursières et son siège est à New York,
- la société américaine Qualcomm, spécialisée dans les télécommunications, la conception et la production de processeurs pour téléphones portables et connue pour avoir mis au point la technique CDMA. (Les liens de cette société avec la CIA ont brièvement défrayé la chronique aux États-Unis en 1998, lorsque l'un de ses responsables dut être arrêté pour espionnage à Rostov-sur-de-Don, en Russie, ce qui délia les langues à l'époque : cf. <http://business.highbeam.com/4776/article-1G1-20202729/risky-business-cia-new-cover-story>).

En bref, et comme me l'avait dit avec aigreur la journaliste de France 24, il faut bien que les think tanks pro-européens trouvent à se financer....

On retiendra en tout cas que Vittorio Grilli, également membre de du think tank euroatlantiste "Institut Aspen", est bien l'archétype de l'apparatchik européiste. Il en a toutes les caractéristiques :

- un bureaucrate de formation et de style,
- un charisme de poisson froid,
- une carrière largement passée aux États-Unis et dans le monde bancaire et financier,
- un maniement parfait de la langue de John Wayne,
- une ignorance totale de ce qu'est un électeur,
- un goût irréprouvable pour les think tanks grassement financés par des groupes américains proches de la CIA,

CONCLUSION : POURQUOI MAINTENANT ?

La question qu'il est légitime de se poser, c'est pourquoi Mario Monti a-t-il décidé de céder, ce 11 juillet 2012, le poste de ministre des finances qu'il cumulait avec celui de Président du Conseil ?

La première idée qui vient à l'esprit - à savoir qu'il était surchargé d'activités - n'est sans doute pas la bonne :

- d'une part parce que ce n'est pas au bout de 8 mois que l'on se rend compte qu'il n'est pas possible de cumuler deux fonctions.

- d'autre part parce que les prochaines élections générales en Italie se tiendront en mai 2013 afin de renouveler la Chambre des députés et le Sénat de la République. Mario Monti, qui a déjà effectué près de la moitié de son temps au poste cumulé de Président du Conseil et de ministre des finances, pouvait donc fort bien conserver ce cumul jusqu'à la fin.

- enfin parce que Vittorio Grilli, qui était déjà vice-ministre des finances, faisait largement office de ministre dans les faits. Rien, a priori, n'obligeait donc à le promouvoir.

Alors ? Eh bien, l'explication doit, peut-être, être cherchée ailleurs. Car ce 11 juillet, Mario Monti n'a pas fait que nommer Vittorio Grilli au poste de ministre des finances. Devant la presse, il a également annoncé qu'il « excluait de briguer » un nouveau mandat à la fin de celui en cours.

S'exprimant en marge du sommet des ministres des Finances à Bruxelles, il a rappelé qu'il avait toujours exclu de rester chef du gouvernement après les élections du printemps prochain.

[source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120711.FAP5540/italie-mario-monti-exclut-de-rester-au-pouvoir.html>]

Il est vrai que M. Monti a 69 ans et qu'il estime peut-être qu'il a l'âge de passer la main. Mais cette déclaration de renoncement, concomitante à la nomination de M. Grilli, intervient aussi au moment où la situation financière et politique de l'Italie ne cesse à nouveau de se dégrader.

Comme je l'ai rappelé il y a quelques jours, les taux d'intérêts sur les obligations italiennes à 10 ans atteignent de nouveau des niveaux exorbitants, preuves de la défiance revenue des marchés.

En outre, et alors qu'il avait toujours affirmé le contraire, Mario Monti a fini par avaler son chapeau hier, en avouant devant la presse que l'Italie pourrait bien, finalement, avoir recours aux fonds de secours de la zone euro.

[source : http://www.romandie.com/news/n/Italie_Monti_n_exclut_pas_un_recours_aux_fonds_de_secours_de_la_zone_euro_87100720121930.asp]

Or, Mario Monti est le premier à savoir que ces fonds de secours sont encore inexistants. Le MES a pris du retard, la Finlande et les Pays-Bas bloquent, et le Tribunal de Karlsruhe ne dira pas avant 3 mois si ce MES ne va pas terminer tout simplement au panier, comme étant contraire à la Constitution allemande et à la démocratie.

En bref, l'autre hypothèse à envisager est donc que Mario Monti commencerait à admettre que le coup de force qui a conduit à sa nomination en novembre dernier se solde par un terrible échec.

Il n'aura pu que retarder mais il ne pourra pas arrêter la catastrophe qui arrive.

Du coup, tout s'expliquerait à merveille :

- M. Monti annonce qu'il quittera ses fonctions gouvernementales au printemps, en espérant que l'euro n'aura pas éclaté d'ici là

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
- et il se défait du mistigri du ministère des finances pour refiler la responsabilité du désastre qui couve à Vittorio Grilli, qu'il s'agirait ainsi de "griller" (si l'on me pardonne ce mauvais jeu de mots) à sa place.

Cette nouvelle donne est évidemment suivie à la loupe par "Il Cavaliere", l'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi qui fut chassé comme un domestique indélicat en novembre dernier et qui mûrit probablement sa vengeance, comme le veut une solide tradition plurimillénaire au bord du Tibre.

Aujourd'hui même, Angelo Alfano, l'un de ses proches, a profité des déclarations de Mario Monti pour certifier à la presse qu'il y avait un mouvement croissant dans l'opinion pour soutenir le retour de Berlusconi aux affaires. Et le lieutenant du Cavaliere a même cru bon d'annoncer : « Je crois qu'en définitive, il décidera de se présenter [aux élections de mai prochain]. »

Décidément, Angela Merkel, José Barroso, tous les plans de rigueur, toutes les « réformes indispensables », et tous les think tanks européistes financés par Goldman Sachs et Microsoft ne pourront rien changer au fait que l'Italie sera toujours l'Italie....

C'est d'ailleurs au fond très heureux car c'est l'indice le plus sûr que l'euro n'en a pas pour très longtemps encore à prétendre changer les peuples contre leur volonté.

François ASSELINEAU